

Le système de milice a besoin d'un large débat sur ses réformes

La Suisse dispose avec le système de milice d'une institution unique en son genre qui permet au citoyen de s'identifier à l'Etat, qui renforce la capacité à trouver des compromis et limite la bureaucratie. L'ACS veut le revitaliser.



En 2019, l'Association des Communes Suisses (ACS) lance l'Année du travail de milice.

Photo: Martina Rieben/Shutterstock

«Nulle envie d'être conseiller communal», «Qui veut devenir bouc émissaire?» C'est ainsi qu'étaient titrés certains articles de journaux publiés récemment. Le système de milice est effectivement en crise. Selon le monitoring des communes 2017, 50% des communes en Suisse ont des difficultés à recruter des candidats pour leurs exécutifs. Certes, des milliers de bénévoles continuent à veiller, à tous les échelons étatiques, à la stabilité de ce principe fondamental, et la population persiste à soutenir l'idéal. Mais pendant que chacun souhaite profiter du travail de milice, les

citoyens sont de moins en moins prêts à apporter leur contribution au bien commun. Face aux obligations de servir militaires et civiles, les gens choisissent souvent aujourd'hui l'option «quitter», lorsque la balance entre les efforts consentis et ce qu'ils peuvent en retirer ne les satisfait pas personnellement. Et si la qualité du travail effectué baisse alors que les exigences augmentent, le système de milice risque, même s'il perdure, de devenir défaillant, ses tâches étant reprises par l'administration, ce qui ne serait pas favorable à des autorités proches du peuple et représentant différents intérêts au sein de la société.

A cela s'ajoute le fait que la politique, et les politiciens et politiciennes, est perçue de manière de plus en plus négative. On cherche à opposer la «classe politique» au peuple. Si les politiciens de milice sont présentés comme des adversaires du peuple, leur motivation pour accepter un tel mandat faiblit. Ils se sentent au-

jourd'hui trop vite exposés à la critique et au manque de reconnaissance du «citoyen-spectateur» qui réclame (de plus en plus aussi dans les médias numériques) et qui considère par principe que ceux qui assument un mandat font partie d'une élite politique détestable. Si cette évolution se poursuit, le risque existe qu'à l'avenir peu de politiciens dévoués à la chose publique ou alors vaniteux et soucieux d'apparaître dans les médias soient de plus en plus confrontés à des citoyens manquant de respect. La politique ne s'exprimerait plus sous la forme de la démocratie délibérative, permettant de trouver un consensus politique entre les différents partis, mais de l'affrontement.

Indicateur pour la démocratie suisse
Le système de milice fait partie de l'héritage républicain et de la vision de l'Etat de la Suisse. Le système de milice n'est pas seulement un concept de base, c'est



aussi un principe d'organisation concret à tous les échelons. Au-dessous d'un certain taux de participation, le système de milice risque de perdre de son efficacité. Le système de milice permet ainsi aussi de donner la mesure de la volonté de participer (républicaine), qui va au-delà des élections et des votations.

Dans le système de milice, les membres des autorités amènent idéalement dans la gestion communale des expériences et de nouvelles idées issues de leur vie professionnelle. Un savoir-faire de l'économie, de la formation et de l'environnement privé est mis à disposition du travail exécutif. Un large spectre de connaissances et de capacités individuelles est ainsi utilisé pour le bien commun. Et tout cela de façon peu coûteuse. La système de milice mobilise le sens des responsabilités en faveur du bien commun, est le garant d'un Etat «svelte» et favorise la proximité avec les citoyens. Il peut être vu comme la concrétisation d'un idéal de participation citoyenne et du refus d'une «postpolitique» désidéologisée qui considère que les décisions politiques sont dénuées d'alternatives et les conditions-cadres fixées d'avance.

Eviter la simple consommation

Sans système de milice, le citoyen serait un spectateur vis-à-vis du politicien professionnel, comme cela est monnaie courante dans les systèmes représentatifs. La démocratie directe, qui vit de la participation et de la discussion publique, n'est pas possible sans un engagement à large échelle. Le processus de prise de décision et de formation de l'opinion ne peut et ne doit pas être laissé en Suisse au Parlement, au gouvernement et à l'administration. Le travail de milice augmente la prise de conscience des problèmes sociaux et renforce le sens des réalités ainsi que la capacité à trouver des compromis. Sans système de milice, le fédéralisme et la subsidiarité seraient aussi remis en question. L'idée de ces deux principes est de permettre que les décisions à l'échelon le plus bas de l'Etat puissent être prises dans l'entité la plus petite, c'est-à-dire aussi près que possible des citoyennes et citoyens. Il en va de même avec la démocratie directe: le système de milice veille à ce que les citoyens ne deviennent pas de simples consommateurs de politique. Dans un exécutif communal, ils doivent chercher des solutions acceptables, arriver à des compromis. Ils apprennent à faire de la politique de manière sérieuse. La Suisse court ainsi moins le risque de voir la politique menée à coups de slogans, de mots d'ordre et de campagnes coûteuses.

A l'Etat citoyen suisse correspondent des citoyens qui s'engagent activement et qui le font fonctionner eux-mêmes. Le fait que nous incarnions tous l'Etat, dans la mesure où nous votons sur des questions de fond et que nous assumons dans le cadre du système de milice des mandats et des tâches, contribue fortement à ce que l'Etat ne soit pas perçu comme un pouvoir anonyme et abstrait. La Suisse dispose avec le système de milice d'une institution unique en son genre qui permet au citoyen de s'identifier à l'Etat, qui renforce la capacité au compromis et le consensus et limite la bureaucratie.

Le système de milice: mythe ou idéal?

Il faut se poser la question de savoir si le système de milice est viable dans le futur ou s'il ne devient pas de plus en plus un mythe. Le danger existe que l'on taise le décalage qui se crée entre un système de milice idéalisé et la réalité qui se cache derrière et qui pourrait se développer aux dépens de ce système. Si le système de milice doit faire l'objet d'un large débat, cela doit se faire sans tabou. La qualité du système de milice peut-elle être maintenue à moyen terme? Comment la valeur accordée au travail de milice peut-elle être augmentée? Ou la société suit-elle un développement qui est irréversible? Faut-il davantage professionnaliser la politique? Doit-on user de davantage de contraintes pour que les mandats soient assumés? Faut-il davantage de fusions entre les communes? Dans cette perspective, l'idée d'une Suisse organisée de bas en haut est-elle encore actuelle et applicable, ou deviendra-t-elle à long terme une légende enjolivée?

La question plus générale est de savoir quelle signification la poursuite de l'affaiblissement du système de milice aurait pour la Suisse réelle. Que resterait-il de l'idée républicaine d'une Suisse qui vit de l'engagement de ses propres citoyens? Cet engagement risque-t-il de se limiter au fait de voter par correspondance quatre fois par an, si on en a le temps et l'envie? Les citoyens deviendraient-ils de plus en plus des «clients de l'Etat»? Est-ce que l'intérêt de la Suisse serait en priorité assimilé à ce qui nous est utile?

Des réformes sont nécessaires

Comment le système de milice va-t-il continuer à se développer? Cela dépend beaucoup de l'appréciation des diverses tendances qui ont été évoquées. Le pays est donc placé devant une décision de principe: l'organisation actuelle de l'Etat doit-elle être préservée? Si oui, des

conditions pour son maintien doivent être créées. Pour cela, un débat sérieux dans l'ensemble du pays est toutefois nécessaire. C'est pourquoi l'Association des Communes Suisses lance en 2019 l'«Année du travail de milice». L'idée qui sous-tend cette initiative: le système de milice n'est pas en bout de course, mais il a urgemment besoin de nouvelles impulsions. L'objectif est de préserver le système de milice, respectivement de le développer, afin qu'il puisse rester vivant à l'avenir. L'ACS se penche sur la question de la viabilité du système de milice. Une approche interdisciplinaire s'avère fructueuse, le système de milice jouant un rôle dans divers domaines. La plus mauvaise solution serait d'observer cette évolution en silence. Si le système doit rester un pilier de notre conception de l'Etat et ne pas se transformer en chimère, des débats sur la valeur du système de milice doivent être autorisés et souhaités.

Cette «Année du travail de milice 2019» doit en conséquence être l'expression d'une prise de position engagée en faveur de la revitalisation du système de milice et le coup d'envoi d'un débat sur la manière dont cela pourrait se faire. La Suisse doit-elle conserver son statut de cas à part en matière de participation du citoyen? Oui, ce facteur de succès pour notre pays ne devrait pas être abandonné à la légère. 2019 est une année électorale à l'échelle nationale. Des politiciens de tous bords chanteront à nouveau les louanges du système de milice, se présenteront comme des parlementaires de milice, parce que cela fait partie du jeu, même si cela est manifestement de moins en moins le cas à l'échelle fédérale. L'«Année du travail de milice 2019» est à cet égard une invitation adressée aux candidates et candidats, mais aussi à chaque citoyen comme *homo politicus*, à déclencher un débat sur cette question fondamentale. Les politiciens de milice, les politiciens non professionnels, font que la Suisse est la Suisse.



*Andreas Müller,
responsable du
projet de milice à
l'ACS
Traduction:
Marie-Jeane Krill*